

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
Type de procédure : MAPA (code de la commande publique)

TRAVAUX DIVERS VRD - 2025 ENSAP - BORDEAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Règlement de la Consultation

Dates et heure limites de réception des offres

2 juin 2025 à 12h00

Maître d'ouvrage :

École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP) de Bordeaux

N° de marché

2	0	2	5	-			
---	---	---	---	---	--	--	--

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1. Identification de l'acheteur.....	3
Article 2. Objet de la consultation.....	3
2.1 Procédure de passation.....	3
Article 3. Conditions de la consultation.....	3
3.1 Présentation du candidat	4
3.2 Sous-traitance	4
3.3 Prestations supplémentaires éventuelles et ou variantes	4
3.3.1 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires (PSE)	
Erreur ! Signet non défini.	
3.3.2 Variantes à l'initiative de l'entreprise	
Erreur ! Signet non défini.	
3.4 Tranches optionnelles.....	4
3.5 Forme des prix	5
3.6 Clause insertion sociale	5
3.7 Clause environnementale	5
3.8 Délai de validité des offres	5
3.9 Délai global de paiement.....	5
3.10 Confidentialité et mesures de sécurité	5
Article 4. Intervenants.....	6
4.1 Maîtrise d'ouvrage :	6
4.2 Maîtrise d'œuvre.....	6
4.3 Contrôle technique.....	6
4.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4.4.1 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.....	6
Article 5. Contenu du dossier de consultation.....	7
Article 6. Présentation de la candidature et de l'offre	7
6.1 Pièces de la candidature.....	7
6.2 Pièces de l'offre.....	8
6.3. Précisions sur la présentation de l'offre.....	8
Article 7. Examen des candidatures et jugement des offres.....	9
7.1 Jugement des offres.....	10
Article 8. Négociation	11
Article 9. Conditions de remise de l'OFFRE.....	12
Article 10. Renseignements complémentaires	13
Article 11. Visite de site.....	13
Article 12. Voies et délais de recours	13

Article 1. Identification de l'acheteur

Maître de l'ouvrage :

ENSAP

740 cours de la libération

33 405 TALENCE CEDEX

Représentée par Fabien Ansel, Directeur

Article 2. Objet de la consultation

Objet de la consultation : Travaux divers de VRD 2025 à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP) de Bordeaux.

Les travaux de réhabilitation de la pyramide étant achevés, des travaux de réfection des espaces extérieurs sont réalisés chaque année.

Lieu(x) d'exécution : TALENCE - **code NUTS :** FRI12

☒ Marché global

☐ Marché alloti :

Numéro, intitulé et nomenclature communautaire de chaque lot de la consultation :

Lot N°	Désignation	Classification principale
UNIQUE	VRD	452 33 200-1 Travaux de revêtement divers

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée en procédure adaptée, elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu, avec l'attributaire, à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires

Article 3. Conditions de la consultation

Le délai d'exécution de la période de préparation est fixé à **3 semaines** (semaines 25, 26 et 27 de l'année 2025).

Le début d'exécution du marché débute à compter de : l'ordre de service de démarrage de la période de préparation pour une durée de deux semaines (semaines 28 et 29).

Les délais d'exécution des travaux du lot partent de **la date fixée par l'ordre de service**, prescrivant au titulaire du lot concerné, de commencer en premier l'exécution des travaux lui incombant.

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun

cas être modifiés.

Le calendrier prévisionnel d'exécution visé au C.C.A.P : les travaux seront achevés impérativement à la fin de la semaine 29 de l'année 2025, réception des travaux le vendredi 1 août 2025.

3.1 Présentation du candidat

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.2 Sous-traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Compte tenu des délais d'exécution, aucune sous-traitance ne sera acceptée après le dépôt de l'offre.

3.3 Prestations supplémentaires éventuelles et ou variantes

3.3.1 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires (PSE)

Le maître d'ouvrage a défini des PSE, le candidat devra obligatoirement chiffrer chacune de ces PSE, à défaut l'offre sera jugée non conforme.

3.3.2 Variantes à l'initiative de l'entreprise

Les variantes sont autorisées conformément au code de la Commande Publique.

Les variantes proposées, ne doivent pas altérer la qualité architecturale et les attentes fonctionnelles des ouvrages.

Le candidat devra proposer une réponse conforme à l'offre de base et pourra proposer un dossier spécifique justifiant de l'intérêt d'une ou plusieurs variantes dans la réalisation des prestations objet du marché.

Les variantes et options proposées, ne doivent pas altérer la qualité architecturale et les attentes fonctionnelles des ouvrages.

Le candidat devra proposer une réponse conforme à l'offre de base et pourra proposer un dossier spécifique justifiant de l'intérêt d'une ou plusieurs variantes et ou options dans la réalisation des prestations objet du marché.

3.4 Tranches optionnelles

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

Le présent marché se déroulera donc en une tranche unique.

3.5 Forme des prix

Forme des prix : global et forfaitaire

3.6 Clause insertion sociale

Le marché public ou l'accord-cadre met en œuvre une clause sociale :

☒ NON OU ☐ OUI

3.7 Clause environnementale

Le marché public ou l'accord-cadre met en œuvre une clause environnementale :

☒ NON OU ☐ OUI

3.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est porté à **60 jours** à compter de la date limite de réception de l'offre.

3.9 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R2113-7 et R2113-8 du Code de la Commande Publique.

3.10 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

RGPD

Les données à caractère personnel recueillies dans la présente consultation n'ont d'autres finalités que de permettre de contrôler la conformité de la candidature ou d'évaluer l'offre. Conformément au RGPD, ces données ne sont conservées que le temps nécessaire à leur finalité.

Article 4. Intervenants

4.1 Maîtrise d'ouvrage :

Maître de l'ouvrage :

ENSAP

740 cours de la libération

33 405 TALENCE CEDEX

Représentée par Camille Fabien Ansel, Directeur

4.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Mandataire :

EVEN BTP

126, rue Laharpe

Courriel : contact@even-btp.fr

Tél : 05 56 42 62 05

Siret : 519 384 747 00027 – Code APE : 7112B

4.3 Contrôle technique

Les travaux du présent marché ne sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978.

4.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations seront réalisées par une seule entreprise, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et l'ENSAP Bordeaux.

4.4.1 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre à l'ENSAP Bordeaux un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Article 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

0. Le présent règlement de la consultation

1. L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (DPGF)

2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

3. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, notamment :

a. Ensemble des pièces écrites

b. Ensemble des pièces graphiques

c. Pièces annexes

4. Le calendrier détaillé d'exécution

5. Rapport de passage caméra réalisé par EV PASSAGES

Le dossier de consultation des entreprises est disponible, sur la plateforme PLACE, à l'adresse

électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les concurrents au plus tard **5 jours** avant la date limite de réception des offres. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

L'offre sera entièrement rédigée en langue française et exprimée en EURO.

Si l'offre est rédigée dans une autre langue, elle sera obligatoirement accompagnée d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis par le candidat.

6.1 Pièces de la candidature

*Les candidats doivent utiliser les **formulaire**s DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature.*

Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

1. Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 de Code de la Commande Publique.
2. Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner et intégrant le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail
3. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-6 à 12 du Code de la Commande Publique :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
4. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R 2142-13 et 14 du Code de la Commande Publique :
 - a. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - b. Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
 - c. Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché :

Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail

Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

6.2 Pièces de l'offre

Les concurrents doivent impérativement présenter une offre en solution de base.

Un projet de marché comprenant :

1. L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat, daté et signé ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
4. La décomposition du prix global forfaitaire datée, signée et rédigée sur le support fourni au DCE, impérativement aux formats PDF (pour la signature) et XLS (pour l'analyse). Le candidat pourra joindre un devis détaillé propre à l'entreprise.
5. Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise, notamment :

- o Organisation du candidat pour la réalisation de ce chantier: moyens humains et techniques (organigramme entreprise, effectif dédié au chantier, organisation des équipes chantier, Qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, mode de communication interne, suivi du chantier, etc...), le cas échéant les prestations envisagées d'être sous-traitées.

- o Méthodologie d'intervention et organisation du chantier : compréhension du projet, prise en compte des spécificités du site (chantier au sein d'un établissement scolaire, gestion des flux avec usagers etc...), intervention sur existant avec des éléments conservés, mesures compensatoires de protection et de conservation, rythme des livraisons et gestion du stockage, méthodologie pour la bonne réalisation des tâches et ouvrages, tout autre élément que le candidat juge utile de préciser.

- o Note détaillant les dispositions pour le respect des délais, la prise en compte des spécificités du site et du projet, la prise en compte du calendrier, les propositions éventuelles d'optimisation.

o Le calendrier prévisionnel des travaux dûment signé

6. Le cas échéant si présentation de variantes à l'initiative de l'entreprise, un dossier de variantes.

6.2.1 Précisions sur la présentation de l'offre

- Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de l'offre.
- Le soumissionnaire veillera à préciser à l'acte d'engagement une adresse électronique valide et consultée quotidiennement.
- Avant de procéder à l'examen des offres, si l'on constate que des pièces de l'offre sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les soumissionnaires concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 48h.
- Toute offre incomplète pourra être immédiatement écartée.
- Si le soumissionnaire renonce au bénéfice de l'avance dans les conditions prévues au cahier des clauses administratives particulières, il doit le préciser à l'acte d'engagement.
- La remise des documents en pdf issu des documents source Word ou Excel sera appréciée (plutôt qu'un scan des documents)

Article 7. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 24 heures.

Sous réserve d'avoir produit toutes les pièces et de ne pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner, seront recevables les candidatures des candidats qui satisfont les niveaux de capacités suivants :

- Les moyens humains et matériels et les capacités techniques du candidat, éventuellement renforcés par ceux d'autres opérateurs économiques, doivent permettre la réalisation des prestations objet du marché dans les règles de l'art et garantir le respect du délai d'exécution et le respect des normes d'hygiène et de sécurité.
- Les références et capacités financières produites ainsi doivent permettre de justifier que le candidat (éventuellement associé à d'autres opérateurs économiques) dispose des compétences dans les domaines objet du marché.

7.1 Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-2, R2152-1 à 8 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres initiales sont pondérés de la manière suivante : <i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
Valeur technique	40%
Prix des prestations	60%

7.1.1 Valeur technique (40%)

L'offre sera principalement appréciée au travers de la note méthodologique sur les points

suivants :

- Sous critère N°1 (20%) : Organisation du candidat pour la réalisation des travaux ;
- Sous critère N°2 (40%) : Méthodologie d'intervention/mise en œuvre des travaux et organisation du chantier ;
- Sous critère N°3 (40%) : Dispositions détaillées pour le respect des délais.

7.1.2 Prix des prestations (60%)

Le jugement initial portera sur l'offre de base initiale (sans variantes et ou options obligatoires et sans variantes et ou options à l'initiative du candidat).

Le prix sera jugé au regard du montant HT indiqué à l'acte d'engagement selon la formule suivante :

$N_i = 60 \times (P_m / P_i)$ dans laquelle :

N_i = Note attribuée à l'offre du soumissionnaire (i)

P_m = Montant de l'offre la moins-disante

P_i = Montant de l'offre du soumissionnaire (i)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du concurrent, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 8. NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier à l'issue de l'analyse des offres initiales. Il peut toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, elle sera engagée librement et conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les concurrents. Elle ne pourra porter que sur des éléments en lien avec les critères de jugement des offres ci-dessus détaillés, notamment le prix.

Elle prendra la forme d'échanges avec le ou les concurrents retenus pour négocier. Les concurrents devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans les échanges.

A l'issue des négociations, les concurrents remettront leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les concurrents.

L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères et la même pondération que pour l'offre initiale. **Néanmoins le critère prix des prestations portera sur l'offre de base intégrant les variantes et ou les options acceptées aux cours des échanges de la négociation.** Le classement final sera établi sur cette base.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report)

seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 9. CONDITION DE REMISE DE L'OFFRE

TRANSMISSION ELECTRONIQUE UNIQUEMENT :

La transmission des offres se fera uniquement via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui seraient déposés après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, seront immédiatement écartées (horodatage de la plateforme faisant foi).

Le dépôt électronique doit être terminé avant la date et heure limite indiquées dans la page de garde du présent Règlement de la consultation.

Copie de sauvegarde :

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée, à l'adresse suivante :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage
Appel d'offres VDR / Copie de sauvegarde
NE PAS OUVRIR
M. Bernard Giraudel
740 cours de la Libération - CS 70109
F 33405 Talence cedex

Si le candidat adresse plusieurs plis différents pour le même lot, seul le dernier pli reçu, dans les conditions du présent règlement sera examiné.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles (word, excel, pdf).

Deux possibilités de signature :

1. Signature manuscrite

La signature scannée des documents est acceptée pour la transmission de l'offre. L'exemplaire manuscrit original sera demandé seulement à l'attribution.

2. Signature électronique

L'acte d'engagement devra être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences fixées aux articles 1365 à 1367 du code civil.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, les candidats devront utiliser une signature électronique conforme aux exigences du règlement n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit "eIDAS" relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat devra être en cours de validité à la date de la signature. Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux concurrents de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Pour toute difficulté dans l'utilisation de la plate-forme les concurrents sont invités à contacter le service de support technique au 0892 23 21 20 (0,45 euros/min à la charge du concurrent) ou par mail : support@achatpublic.com

Article 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les concurrents devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du module question/réponse de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucun renseignement ne sera communiqué oralement aux soumissionnaires.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **9 jours** avant la date limite de réception des offres.

Article 11. VISITE DE SITE

Il n'est pas prévu de visite sur site, néanmoins les entreprises souhaitant visiter le site pourront le faire librement les jours ouvrables (du lundi au vendredi inclus) de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Article 12. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue du Tastet - CS 21490
33063 BORDEAUX Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Etabli par le maître d'ouvrage le 24/04/2025